

ARRÊTÉ DCAT/ BEPE/ N°2023-

5

du 16 JAN. 2023

**mettant en demeure la société Hasbro de respecter certaines prescriptions
pour les installations qu'elle exploite sur la commune de Creutzwald**

Le préfet de la Moselle
Officier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 511-1 et L. 171-8 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements, notamment son article 45 ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent Touvet, préfet de la Moselle ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation (rendu applicable en partie par l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié visé ci-dessous) ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

Vu l'arrêté préfectoral DCL n° 2022-A-32 du 15 décembre 2022 portant délégation de signature de M. Bruno Charlot, assurant la suppléance des fonctions de secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2001-AG/2-436 du 12 décembre 2001 modifié autorisant la société Hasbro à exploiter un entrepôt de stockage de jouets sur la commune de Creutzwald ;

Vu le rapport du 1^{er} décembre 2022 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est chargée de l'inspection des installations classées faisant suite à la visite d'inspection du 17 octobre 2022 ;

Vu le courrier préfectoral du 14 décembre 2022 informant l'exploitant de la mise en demeure envisagée à son encontre, lui transmettant le projet d'arrêté préfectoral correspondant et lui laissant un délai de 8 jours pour faire part de ses observations ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant formulées dans le délai imparti ;

Considérant que l'article 5.1.1 (partiel) de l'arrêté préfectoral n° 2001-AG/2-436 du 12 décembre 2001 susvisé dispose que « la consommation annuelle n'excédera pas 500 m³ » ;

Considérant que l'inspection a constaté, lors de sa visite du 17/10/2022, que la consommation en eau du site en 2021 était de 530 m³ et que la consommation en eau du site au 17/10/2022 est de 517 m³ et qu'en conséquence les dispositions susmentionnées de

l'article 5.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 2001-AG/2-436 du 12 décembre 2001 ne sont pas respectées ;

Considérant que l'article 2.7 (partiel) de l'arrêté préfectoral n° 2001-AG/2-436 du 12 décembre 2001 susvisé dispose que « le matériel électrique doit être conforme aux normes françaises (NFC 15-100 et 13-200 notamment) » ;

Considérant que l'inspection a constaté, lors de sa visite du 17/10/2022, que les rapports de vérifications périodiques des installations électriques du site des 28/09/2022 et 10/09/2021 font état de vérifications non effectuées du fait de contraintes imposées par l'exploitant et de nombreuses observations non levées d'une année sur l'autre et qu'en conséquence les dispositions susmentionnées de l'article 2.7 de l'arrêté préfectoral n° 2001-AG/2-436 du 12 décembre 2001 ne sont pas respectées ;

Considérant que l'article 4.6 (partiel) de l'arrêté préfectoral n° 2001-AG/2-436 du 12 décembre 2001 susvisé dispose que « Les dispositifs de protection contre la foudre doivent être conformes à la norme française C 17-100 [...]. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations visées ci-dessus fait l'objet, tous les 5 ans, d'une vérification suivant l'art. 5.1 de la norme française C 17-100 adapté, le cas échéant, au type de système de protection mis en place. [...]. Les pièces justificatives du respect des articles ci-dessus sont tenues à la disposition de l'inspecteur des installations classées. En particulier, l'installation de protection contre la foudre devra tenir compte des recommandations émises lors des études et inspections susvisées. »

Considérant que l'inspection a constaté, lors de sa visite du 17/10/2022, que les rapports de vérifications périodiques des installations de protection du site contre la foudre des 19/07/2022 et 03/11/2021 font état de :

- vérifications non effectuées à cause de documentation manquante et de l'absence de matériel de sécurité ;
- nombreuses observations non levées d'une année sur l'autre ;

et qu'en conséquence les dispositions susmentionnées de l'article 4.6 de l'arrêté préfectoral n° 2001-AG/2-436 du 12 décembre 2001 ne sont pas respectées ;

Considérant que le point 15 (partiel) de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé dispose que « *l'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010* » ;

Considérant que l'article 19 (section III) de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé dispose qu'« en fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un État membre de l'Union européenne. »

Considérant que l'inspection a constaté, lors de sa visite du 17/10/2022, l'absence d'analyse du risque foudre et d'étude technique connexe et que les rapports de vérification périodiques des installations de protection du site contre la foudre des 19/07/2022 et 03/11/2021 font état de la nécessité d'élaborer ces documents ;

Considérant en conséquence que les dispositions de l'article 19 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé, rendues applicables par le point 15 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé, ne sont pas respectées ;

Considérant que cette situation est de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement :
« *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

A R R E T E

Article 1^{er} : Objet

La société Hasbro, dont le siège social est situé à Savoie Technolac, 73378 Le Bourget du Lac, exploitant l'entrepôt de jouets situé au 10, rue de Valence à Creutwald (57150) est mise en demeure de respecter :

- les dispositions susmentionnées de l'article 5.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 2001-AG/2-436 du 12 décembre 2001 susvisé, pour ce qui concerne le respect de la consommation annuelle d'eau, **à compter de l'année 2023** ;
- les dispositions susmentionnées de l'article 2.7 de l'arrêté préfectoral n° 2001-AG/2-436 du 12 décembre 2001 susvisé, pour ce qui concerne la conformité du matériel électrique aux normes en vigueur, **dans un délai de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté ;
- les dispositions susmentionnées de l'article 4.6 de l'arrêté préfectoral n° 2001-AG/2-436 du 12 décembre 2001 susvisé, pour ce qui concerne la conformité des dispositifs de protection contre la foudre aux normes en vigueur, **dans un délai de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté ;
- les dispositions de l'article 19 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé **dans un délai de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté.


Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, et tous agents de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Hasbro et dont une copie est également transmise, pour information, au sous-préfet de Forbach-Boulay-Moselle et au maire de Creutwald.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général par intérim



Bruno Charlot

Délais et voies de recours

En vertu de l'article L171-11 du code de l'environnement :

« Les décisions prises en application des articles L.171-7, L.171-8 et L. 171-10, sont soumises à un contentieux de pleine juridiction ».

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.